

le sentiment que le gouvernement fédéral continuera à poursuivre énergiquement pour les diverses régions l'objectif de l'égalité des chances. J'espère qu'il consentira les concessions et les exemptions fiscales nécessaires.

Je remarque avec satisfaction que le gouvernement fédéral se propose d'encourager parmi les Canadiens l'épargne et l'investissement. Je ne suis pas de ceux qui ont une haine malade de l'investissement étranger, en particulier lorsqu'il ne s'agit pas de capital-actions. Il me semble que nous ne devrions pas indéfiniment dépendre des sources étrangères de capitaux, car leur afflux pourrait cesser dans ce monde dépourvu, ou du moins aux conditions pour nous acceptables.

Enfin, je dois répéter que la proposition du gouvernement établit un équilibre entre l'équité et la croissance. Nous avons besoin de la croissance pour assurer l'équité. Il nous faut l'équité pour assurer un fonctionnement continu et ordonné de notre société. C'est à n'en pas douter l'unique fondement sur lequel la croissance elle-même puisse se réaliser. Équité et croissance sont donc complémentaires et non pas des éléments qui s'opposent dans une équation. Le gouvernement doit donc, au moyen de sa politique fiscale, les porter au maximum. Nous avons ici un compromis très acceptable, qui maximalise, fruit d'une étude d'un an et demi du Livre blanc et des abattements budgétaires.

Avant de reprendre mon siège, je veux féliciter les comités de la Chambre des communes et du Sénat du travail exhaustif et très intelligent qu'ils ont accompli au cours d'une année et demie. Qu'il me soit permis de féliciter le gouvernement et en particulier le ministre des Finances (M. Benson) d'avoir eu assez d'ouverture d'esprit pour considérer les propositions neutres et justes qui en ont jailli, et assez de grandeur pour présenter la proposition de réforme dont la Chambre est actuellement saisie.

● (2:30 p.m.)

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, en examinant ce budget et ces soi-disant réformes du régime fiscal, force m'est de conclure qu'une fois encore, l'Ouest va souffrir sous la domination de l'Est. Ce qui m'apparaît comme une indifférence totale à l'égard de l'économie de l'Ouest, la situation agricole et le développement de cette région vont à nouveau engendrer la méfiance et la suspicion parmi les habitants. Je suis écœuré de ce gouvernement qui a laissé l'économie de l'Ouest en arriver à ce stade. A mon avis, on a beaucoup exagéré l'importance de ce budget. Il ne ferait pas grand chose pour l'expansion économique de l'Ouest. Je ne vois pas qu'il réduise le chômage mais par contre, avec l'intervention des autres pouvoirs gouvernementaux, il est de nature, selon moi, à accentuer fortement l'inflation. La soi-disant réforme fiscale ne tient pas compte de la misère des petits cultivateurs. J'estime aussi que l'impôt sur les gains de capital est discriminatoire pour les petites entreprises et les petites exploitations agricoles.

Toutes les propositions budgétaires ne sont pas nécessairement condamnables mais nous ne pouvons pas non plus les acclamer comme de grandes réformes fiscales comme certains les ont qualifiées. Elles dérogent à l'un des principes de la véritable réforme fiscale, au principe de justice. Un régime équitable devrait tenir compte des disparités régionales, de la nature de certaines industries

et des fardeaux inégaux qu'impose l'actuel régime de fiscalité. A mon avis, il s'agit d'un budget qui favorise l'Est du pays. Comme la plupart des budgets il a été fait par l'Est et pour l'Est. Ce que j'espère le plus, dois-je avouer, c'est qu'un jour un budget prendra finalement en considération le Canada tout entier plutôt que l'Ontario et le Québec seulement.

Je dois parler de l'opinion que l'on a en général dans l'Ouest et le ministre comprendra alors peut-être pourquoi le budget n'a impressionné personne dans cette région. Contrairement à ce que l'on croit partout dans l'Est, le cultivateur des Prairies ne souffre pas d'un mal imaginaire. On pourrait peut-être le comparer aux Québécois qui cherchent à maintenir et à sauvegarder leur culture. L'agriculteur de l'Ouest voudrait maintenir un mode de vie, son mode de vie, mais il lui semble qu'aujourd'hui le gouvernement, pour quelque obscure raison, tienne à le chasser de sa ferme.

Les événements des cinq dernières années pourraient faire croire à tous les cultivateurs la politique du gouvernement ne vise que leur perte. Le cultivateur des Prairies a toujours eu bien des raisons de se plaindre, mais ses récriminations ne semblent trouver aucun écho et depuis son accession au pouvoir, le gouvernement actuel fait le sourd. Il peut paraître dramatique d'accuser le gouvernement de pratiquer une politique d'hostilité envers l'agriculture et l'Ouest, mais des années de négligence et d'abus imposent cette conclusion. Je pourrais monologuer sur le tarif ferroviaire discriminatoire, sur les tarifs douaniers élevés qui visent à protéger les industriels de l'Est qui ne soutiennent pas la concurrence, sur les piètres tentatives des bureaucrates de l'Est pour vendre nos produits agricoles et, maintenant pour comble de malheur, pour empêcher nos produits agricoles d'entrer dans leurs provinces, la dernière restriction frappant les œufs. J'invite le ministre à visiter le Manitoba rural pour qu'il voit de ses yeux la situation et qu'il comprenne mieux ce dont je parle.

Quand on parcourt le sud du Manitoba, on voit vite qu'une situation alarmante s'y développe. Si on ne l'enraye pas, elle pourra fort bien laisser les régions rurales dans un état économique lamentable. Les cultivateurs s'endettent de plus en plus; les municipalités font face à des arriérés d'impôt croissants, et les gens, voyant leurs espoirs frustrés, s'irritent de leur sort. Aujourd'hui, les citoyens s'inquiètent peut-être de l'inflation et du chômage, mais le cultivateur s'inquiète de son mode de vie même. Ses frais augmentent, pour une large part à cause des exigences salariales sans cesse croissantes de la main-d'œuvre, et son revenu baisse. Il doit payer des impôts fonciers, qui dans bien des cas s'élèvent à des milliers de dollars, et il a de plus en plus de mal à trouver l'argent nécessaire. Ses taxes d'éducation, auxquelles il ne peut échapper, assument des proportions énormes. Il se demande combien de temps encore il pourra tenir le coup face à ces dépenses inévitables. La réglementation et le contrôle des gouvernements, fédéral et provincial, l'irritent de plus en plus. Un cultivateur exprimait ses sentiments ainsi. Il déclarait que les choses en sont à un point tel qu'il aurait avantage à travailler sur sa propre terre comme salarié: il serait ainsi mieux payé.

Le bien-être est une question névralgique actuellement dans les campagnes du Manitoba et dans la plupart du